

## Archives des Cabinets des Présidents du Conseil régional de 1974 à 2004

(1959-2004)

25 W 1 - 265



### Répertoire numérique détaillé

établi par Séverine Ménet, attachée de conservation du patrimoine,  
et Gladys Keller, stagiaire de l'Université de Mulhouse,

avec la contribution de Sandrine Mahéo, stagiaire de l'Université de Nantes,

sous la direction d'Agnès Dejob, attachée de conservation du patrimoine,  
responsable du Pôle Archives

Photographie de la page de garde : objets tirés du fonds d'archives régionales (© Séverine Ménet & Agnès Dejob).

*Cet inventaire a reçu le visa de la Direction des Archives de France  
(Ministère de la Culture), pour publication et diffusion,  
au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives publiques.*

# INTRODUCTION

Le fonds 25 W est constitué des archives des cabinets des présidents du Conseil régional des Pays de la Loire de 1974 à 2004. Il couvre une période de trente ans qui correspond aux premières années d'existence de l'institution régionale, de la première réunion de l'assemblée des conseillers régionaux – à l'époque où l'on parlait encore de l'Établissement public régional (ancêtre de l'actuelle collectivité territoriale Région) – jusqu'au premier changement de majorité politique (élections régionales de mars 2004)<sup>1</sup>.

De janvier 1974 à mars 2004, quatre présidents se sont succédé à la tête du Conseil régional<sup>2</sup> :

- Vincent Ansquer (janvier-octobre 1974) ; il n'a pas laissé de trace directe dans ce fonds, car jusqu'en 1984, il n'existe pas de cabinet formel pour le président du Conseil régional, qui s'entoure cependant de collaborateurs pour gérer au moins son agenda et son courrier (cf. 1.2.1).
- Olivier Guichard (octobre 1974-mars 1998), dont le mandat concerne la majorité du fonds.
- François Fillon (mars 1998-mai 2002).
- Jean-Luc Harousseau (mai 2002-mars 2004).

Les archives décrites dans cet instrument de recherche sont parvenues au Pôle Archives par des versements réguliers effectués par le cabinet dans ses formes successives. Malgré la succession de plusieurs présidents, cet ensemble a été traité comme un fonds unique en raison de la continuité qui marque la période, à la fois politique et dans le fonctionnement et la composition de ce service. Ces archives produites par un cabinet d'exécutif local sont des archives publiques et relèvent par conséquent des mêmes règles pour leur traitement et leur communication (art. L 211-4 du Code du Patrimoine).

Avant le traitement, le fonds représentait environ 27 mètres linéaires. Après les opérations de tri et de reconditionnement, le volume d'archives historiques et inventoriées dans ce répertoire équivaut à 16,3 mètres linéaires.

---

<sup>1</sup> Quelques documents sont antérieurs à 1974, il s'agit : de discours et interviews qui constituent la documentation utilisée pour une biographie d'Olivier Guichard, de documents relatifs à la mise en place de la coopération interrégionale, ou de pièces annexées aux demandes d'interventions.

<sup>2</sup> Cf. en annexe 2, les notices biographiques des 3 Présidents concernés par ce fonds.

# 1. Origine et missions des cabinets des présidents du Conseil régional.

## 1.1. Contexte de création des cabinets de présidents de Conseils régionaux<sup>3</sup>.

L'existence de services appelés « cabinets » est intimement liée à la fonction d'homme politique, celle-ci impliquant le besoin de s'entourer de collaborateurs de confiance pour être assisté dans ses missions et son mandat. On a cependant davantage connaissance des cabinets ministériels ou préfectoraux, plus anciens que les cabinets des collectivités territoriales.

Pour ces derniers, après un premier mouvement d'organisation suite aux élections municipales de 1977, les années 1983 et 1984 ont constitué un tournant, tant par la mise en œuvre de la décentralisation, qui a conféré aux élus locaux de nouvelles responsabilités, que par l'adoption du statut de la fonction publique territoriale. La loi du 26 janvier 1984 consacre en effet le droit de recruter un collaborateur pour assurer des missions spécifiques de cabinet, dans les communes, les conseils généraux et régionaux, les établissements publics de coopération intercommunale, ainsi que les établissements publics administratifs<sup>4</sup>. Son article 110 précise que « l'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un ou plusieurs collaborateurs et mettre fin à leurs fonctions ».

La création d'un cabinet ne revêt pas de caractère obligatoire. L'autorité territoriale, ici le président du Conseil régional, décide librement de se doter d'un cabinet. La seule condition préalable est financière, la collectivité devant disposer de crédits suffisants pour créer les emplois. L'organe délibérant de la collectivité crée ensuite les emplois budgétaires et vote les crédits affectés au recrutement des futurs collaborateurs de cabinet.

Les effectifs de cabinet d'un président de Conseil régional sont limités, comme pour les autres collectivités territoriales. Le décret 87-1004 du 16 décembre 1987 (art. 12) définit ainsi l'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un président de conseil régional :

- cinq personnes lorsque la population de la région est inférieure à 500 000 habitants ;
- une personne pour chaque tranche supplémentaire de 1 à 500 000 habitants.

Le personnel des cabinets d'exécutifs territoriaux relève du statut de « collaborateur de cabinet », distinct de celui des fonctionnaires territoriaux par ses conditions de recrutement, rémunération et départ (notamment en raison du caractère non permanent de ces emplois). Néanmoins, certains collaborateurs peuvent être recrutés sous le statut de fonctionnaire ou d'agent contractuel – ce qui est parfois le cas en Pays de la Loire. Ce statut particulier a plusieurs explications : les emplois de collaborateurs relèvent à la fois de fonctions de collaborateur politique et de conseiller technique, voire de secrétariat particulier (cf. missions du cabinet, 1.3) ; leur recrutement est souple, s'effectuant à la discrétion de l'autorité territoriale en suivant des filières variables (réseau relationnel, recours à la publicité ou à un cabinet de recrutement).

---

<sup>3</sup> Voir ARROUET Jean-Philippe et BOUCHARDON Patrick, *Le statut des collaborateurs de cabinet* (cité dans la bibliographie), p. 15-25 et p. 30-32.

<sup>4</sup> Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, dite Le Pors, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

## **1.2. Le cabinet du président du Conseil régional des Pays de la Loire.**

### 1.2.1. Prémices (avant 1984).

Le service du « cabinet » n'apparaît formellement dans les organigrammes de la Région des Pays de la Loire qu'en 1984, après les premières lois de décentralisation (probablement à la suite de la loi du 26 janvier 1984 citée plus haut, cf. 1.1).

Cependant, alors que la Région n'est pas encore une collectivité territoriale<sup>5</sup>, des collaborateurs du président assument déjà des missions relevant ordinairement d'un cabinet : gestion de l'agenda du président et de sa participation à des manifestations, traitement de son courrier, rédaction de discours, etc., comme en témoigne la présence de séries de dossiers antérieurs à 1984 et versés ultérieurement par le service du cabinet qui en avait naturellement hérité.

Le courrier du président est notamment géré dès 1974 par le personnel en charge du fonctionnement des assemblées régionales (par ailleurs seul personnel dont la création par l'Établissement public régional est autorisée) : en atteste le chrono unique du courrier départ<sup>6</sup> du secrétariat des assemblées<sup>7</sup>.

### 1.2.2. Création du cabinet et services rattachés (1984-2004).

Le Bureau du Conseil régional du 14 mai 1984 arrête une nouvelle organisation des services de la Région, en créant une direction fonctionnelle et six « missions » par secteur d'intervention, et en les plaçant sous l'autorité d'un Directeur général qui fait également fonction de Directeur de cabinet<sup>8</sup>.

À sa création formelle en 1984, le Cabinet, placé sous l'autorité directe du directeur général des services, englobe les activités suivantes<sup>9</sup> :

- Secrétariat particulier du Directeur général ;
- Secrétariat du Conseil Régional : secrétariat du président du Conseil régional ; organisation des sessions plénières, des réunions du Bureau et des commissions ;
- Secrétariat du Comité économique et social : secrétariat du président du Comité ; organisation des sessions et réunions ;
- Service Relations publiques : relations avec les médias ; discours du président du Conseil régional ; actions de promotion ;
- Service Publications-documentation : accueil et information du public ; publications régionales.

La proximité avec l'activité de gestion des assemblées perdure après la création formelle d'un cabinet : jusqu'en 1988, les secrétariats des assemblées sont rattachés à ce service. Après cette date, la personne en charge du service assemblée assure également la fonction de chef de cabinet pendant encore quelques années. Ce contexte explique la

---

<sup>5</sup> Époque de l'Établissement public régional (EPR) constitué par les 2 assemblées régionales, les dossiers étant préparés, instruits et exécutés par les services du Préfet de Région (appelés alors la « Mission régionale »).

<sup>6</sup> Un « chrono courrier départ » est un regroupement chronologique des copies de tous les courriers émis par un service ou un bureau, constitué pour les recherches ultérieures.

<sup>7</sup> Voir également parmi les archives du service Ressources humaines, 12W 5 (Enquêtes 1979-1988) : réponse à une enquête sur la présence d'un cabinet du Président (mars 1982).

<sup>8</sup> *Recueil des actes administratifs de la Région*, n° 70 (juillet 1984), p. 14 (1W13).

<sup>9</sup> Note au personnel du 6 juil. 1984 sur l'organisation des services de la Région (dossier documentaire du pôle Archives sur l'organigramme des services).

présence de documents relatifs au fonctionnement de l'assemblée parmi le fonds (classés en première partie du plan de classement, cf. 2.1.1).

Avec le développement de la collectivité et l'évolution de l'organigramme, certaines fonctions changent ensuite de rattachement. La distinction avec la Direction générale des services est apparente sur les organigrammes en 1988 (organigramme de septembre) ; le cabinet est alors directement rattaché au président. De 1984 à 2004, les services rattachés hiérarchiquement au cabinet sont les suivants :

- Secrétariat du Conseil régional (1984-1988) ;
- Service Publications et documentation (1984-1986) puis Service Région à votre service (1986-1988) ;
- Service Relations publiques (1984-1988) ;
- un chargé de mission (Jean de Boishue, 1988-1990) ;
- Service Presse (1992-2004) ;
- Pôle Huissier (1992-2002) ;
- Pôle Cuisines (1996-2002) ;
- Pôle Réceptions (1996-2002) ;
- Pôle Chauffeurs (1998-2002).

À l'exception du secrétariat du président et des discours préparés par le service Relations publiques, les documents relatifs aux missions transférées à un moment donné vers d'autres directions se trouveront dans les archives de ces dernières.

Les documents relatifs aux relations presse ou relations publiques sont parfois difficiles à attribuer au service Relations publiques précisément ou au Cabinet au sens strict. C'est notamment le cas des discours du président, qui sont rédigés par un agent du service presse – y compris lorsque ce service n'est pas rattaché au cabinet. De même, il est possible que les dossiers thématiques sur le président (publications, séries d'interviews et d'articles) aient été alimentés par le service Presse ou son ancêtre.

Il faut également indiquer, entre 1996 et 1998, la liaison entre le cabinet et une « antenne » de la Présidence à Paris, directement subordonnée à Olivier Guichard, qui servait également de permanence parisienne pour son mandat de député<sup>10</sup>. Les dossiers d'interventions attestent de leurs échanges pour le traitement des demandes et leur suivi.

### **1.3. Les missions du cabinet.**

Les missions du cabinet du président du Conseil régional des Pays de la Loire sont celles d'un cabinet d'exécutif local, qui consistent à accompagner l'élu dans l'exercice de ses responsabilités, à préparer ses décisions et à suivre leur mise en œuvre. Sous l'autorité directe du président, il est placé à la frontière de l'administration et du politique, à la fois interlocuteur habituel des élus et en relation étroite avec le directeur général des services.

#### Gestion de la fonction de représentation extérieure du président.

L'organisation de la représentation de l'élu comprend la **gestion de l'agenda** du président, les réponses aux sollicitations et la préparation de l'accueil des interlocuteurs par le président ou son représentant (autre élu ou collaborateur du cabinet), parfois avec l'appui des autres services de la collectivité.

---

<sup>10</sup> Cf. organigrammes des services de la Région, et GRASSIN (Maurice), *Olivier Guichard*, éd. Siloë, Nantes, 1996, p.254.

Il a également en charge la programmation des événements principaux de la vie publique du président. Il coordonne ainsi les participations du président (ou d'autres représentants de la collectivité) à des **manifestations** extérieures, voire organise lui-même certaines réceptions.

La préparation des **interventions publiques** du président ou de l'élu qui le représente peut prendre plusieurs formes : écriture de discours ou d'un « fil conducteur » servant de trame à une allocution, réponses aux interviews pour lesquelles l'élu est sollicité, ou rédaction des articles de presse signés du président.

Ce rôle de gestion de la communication externe du président s'accompagne d'une implication naturelle dans toutes les questions relatives à la communication de la collectivité, même quand les services chargés de sa mise en œuvre ne lui sont pas rattachés hiérarchiquement (services chargés des relations presse et des actions de communication).

#### Gestion du courrier de l'élu.

Une autre mission du cabinet est le traitement du **courrier** dont les élus doivent avoir connaissance. Tout courrier soumis à la signature d'un élu doit recevoir au préalable le visa du cabinet. Parmi les courriers reçus par la collectivité et adressés au président, certains sont orientés vers les services, les autres traités directement (courrier dit « réservé » ou courrier à caractère politique).

#### Conseil et fonction politique.

Pour contribuer à la prise de décision et assister l'élu dans son mandat, les collaborateurs de cabinet assurent également un rôle de conseil « technique » sur les politiques publiques et compétences de la Région : ils suivent les questions relatives aux secteurs d'intervention régionale, et préparent, avec les services administratifs concernés, des synthèses à l'attention du président.

Enfin, le cabinet est bien sûr investi d'une fonction politique, qui passe par le suivi des questions politiques propres au mandat régional, par la préparation des élections, et par le travail en liaison avec le groupe majoritaire de l'assemblée et les collaborateurs d'élus de celui-ci. Cet aspect de son travail apparaît relativement peu dans le fonds : seules quelques pièces, extraites du chrono courrier départ et classées dans la première partie du fonds, s'y rapportent (cf. 2.1).

#### Réponses aux demandes d'interventions et d'aides financières.

Le cabinet a également pour mission de répondre aux sollicitations des administrés. Ces demandes d'interventions adressées à l'élu par des particuliers, des organismes ou encore des communes, ont des objets très divers : appui ou aide pour un dossier en cours dans la collectivité ou une autre administration, pour un emploi, une mutation, des problèmes financiers, etc. – certaines questions ne relevant d'ailleurs pas du tout du mandat régional. Le cabinet répond à ces requêtes par un simple courrier ou éventuellement en sollicitant un organisme extérieur pour appuyer la demande.

Enfin, en Pays de la Loire, le cabinet présente pendant cette période chronologique la particularité d'instruire certaines demandes d'aides financières adressées au président. Celles-ci émanent le plus souvent d'organismes privés pour un projet précis, mais pouvaient également être adressées par des particuliers. Le cabinet dispose à partir de 1985 d'une ligne budgétaire (sous le nom de « Fonds régional d'intervention, d'études et de promotion », ou « FRIEP ») lui permettant de subventionner des initiatives locales ou projets en lien avec la Région, hors des autres dispositifs d'aides mis en place par l'institution dans ses domaines de compétence. Il instruit les demandes, parfois en sollicitant pour avis les



services de la collectivité, puis prépare leur vote en en commission permanente. L'aide était parfois apportée ponctuellement sous une autre forme : aide dite « exceptionnelle » ou encore prise en charge de factures pour soutenir indirectement une partie du projet.

## **2. Présentation du fonds et de sa méthode de classement.**

### **2.1. Plan de classement et principaux types de documents.**

Le plan de classement suit les grandes fonctions du président et du Cabinet présentes dans le fonds.

#### 2.1.1. Assemblée régionale

Cette partie concerne le rôle du président dans le cadre de l'assemblée du Conseil régional, et également comme responsable d'un groupe politique. La présence de certains documents propres au fonctionnement de l'assemblée s'explique par la proximité des deux activités pendant une grande partie de la période du fonds (cf. 1.2.1). Les documents conservés émanent dans la plupart des cas du chrono<sup>11</sup> de départ du courrier, commun au secrétariat des assemblées et à celui du président :

- Quelques documents portant sur les réunions des conseillers régionaux : une note aux rapporteurs des commissions (1976), et quelques notes des services au président pour les commissions permanentes, extraites des dossiers de séance du président<sup>12</sup> ;
- les tableaux récapitulatifs des subventions attribuées par l'assemblée, par département et arrondissement (1974-1984) : visiblement établis périodiquement, ils sont présentés par domaine d'intervention de la Région<sup>13</sup> ;
- plusieurs courriers signés du Préfet de Région (années 1970) relatifs aux décisions budgétaires de l'assemblée, et adressés au gouvernement : leur signataire s'explique par son rôle d'exécutif avant 1982 ;
- les échanges avec les conseillers régionaux, portant information à tous (par exemple, l'envoi des insignes de conseiller en 1986), ou ciblés, en direction d'un groupe politique ou d'un conseiller. Ils portent en général sur les compétences régionales ou sur le fonctionnement des assemblées<sup>14</sup>, certains ayant une tonalité davantage politique. Ils témoignent – certes de façon incomplète – de l'activité des élus, de leurs réflexions sur les actions et secteurs d'interventions régionaux, et des modes de communication du président Guichard avec les élus de la majorité et de l'opposition.

---

<sup>11</sup> Pour la définition du chrono courrier départ, voir 1.2.1.

<sup>12</sup> Ces derniers ont été détruits car ils ne comportaient par ailleurs que des copies des rapports émis par le service Assemblée (voir paragraphe consacré aux sources complémentaires).

<sup>13</sup> Les archives des services de l'Assemblée comportent des récapitulatifs similaires, dans une forme davantage aboutie : cf. Sources complémentaires.

<sup>14</sup> Les demandes d'élus visant à appuyer un projet précis (dans leur circonscription par exemple) sont classées dans la partie Relations avec les administrés (d'ailleurs leur intervention est parfois faite au nom d'un autre mandat local).

Les relations entre le président et le groupe politique de la majorité ont laissé plusieurs types de documents, également extraits du chrono courrier départ et par conséquent certainement incomplets :

- les courriers de convocation, ordres du jour et feuilles d'émargement des réunions du groupe, qui avaient généralement lieu en marge des commissions et sessions plénières : ils ont été conservés car ils manquaient parfois dans les archives du service Assemblée (2 W) ;
- des pièces relatives à l'Union des Pays de la Loire (UPL), association fondée en 1981 par Olivier Guichard pour regrouper les élus locaux opposés à la gauche alors au pouvoir au gouvernement ; ces documents étaient en effet présents dans le chrono courrier du service, qui contribuait ainsi au fonctionnement de l'association ;
- quelques courriers relatifs aux élections régionales : lettres de réponses à des propositions ou actes de candidatures, ou adressés à d'autres élus pour la préparation du scrutin.

### 2.1.2. Représentation de la Région.

La première partie concerne la vie publique du président : elle comporte des documents ayant trait à sa fonction de représentation de la collectivité, à caractère essentiellement local, vis-à-vis des citoyens et des organismes extérieurs :

- invitations reçues, patronages accordés par le président (soutien moral explicite apporté à une manifestation ou à une personne), vœux et remerciements reçus ;
- les dossiers de manifestations auxquelles le président participe (organisées ou non par la Région), présents de façon régulière dans le fonds à partir de 1987<sup>15</sup> ;
- la collection chronologique des discours prononcés par le président ou son représentant, pour la quasi-totalité de la période ;
- un dernier type de dossier plus anecdotique sur le statut d'élus régional : l'attribution de places pour les matchs du club de football nantais (échantillon).

Le second ensemble regroupe les publications et des dossiers thématiques sur le président et la Région, ensembles constitués par le Cabinet ou les collaborateurs proches du président, probablement pour le suivi de la représentation et de la communication externe de la Région.

Ont été intégrés à cette partie des documents relatifs à la biographie d'Olivier Guichard publiée en 1996 par Maurice Grassin, à laquelle a contribué le rédacteur des discours du président : il s'agit d'une sélection d'interviews et de discours (1969-1972), d'un manuscrit et d'un exemplaire publié de l'ouvrage.

### 2.1.3. Interventions du président dans les missions régionales.

Cette rubrique comprend quelques pièces de correspondance extraites du chrono courrier départ du service. Bien que s'agissant de copies, il a été décidé de ne pas les détruire en raison de l'absence de dossiers sur ces thèmes dans le fonds traité, et en supposant que leur présence ponctuelle dans le chrono était significative de leur importance.

---

<sup>15</sup> Pour la période de l'Établissement public régional, signalons la présence d'un dossier où le préfet Camous représente la Région (25W 42 : signature du contrat Région – Ville d'Ancenis, fév. 1976).

Ces courriers signés du président – et probablement rédigés par son cabinet – sont adressés au gouvernement ou aux partenaires extérieurs, pour appuyer un projet local, attirer l'attention sur une situation critique, ou manifester le désaccord du Conseil régional.

En l'absence de dossiers constitués et d'éléments contextuels, ces pièces ont été réparties selon quatre grands thèmes puis par ordre chronologique, afin de ne pas générer de dossiers trop artificiels :

- Finances régionales : ce thème est uniquement illustré par l'exemplaire original du pacte de modération fiscale signé par les six collectivités en 1998<sup>16</sup>
- Aménagement du territoire et économie régionale
- Enseignement supérieur, formation professionnelle
- Cadre de vie (logement, environnement, culture, sports).

Leur caractère lacunaire inhérent impose bien sûr de se référer aux dossiers des directions concernées par les domaines de compétence évoqués.

#### 2.1.4. Réseaux de coopérations interrégionales.

Cette partie concerne les dossiers constitués par le cabinet pour le suivi des relations interrégionales, dans les cadres national et européen. Le fonds ne comporte pas de dossiers relatifs à d'autres réseaux ou partenaires extérieurs. Ces dossiers sont constitués d'échanges, de comptes rendus parfois réguliers, et de documents ayant trait à des réflexions ou actions thématiques communes.

Pour le cadre national, le fonds concerne principalement les réseaux de coopération suivants :

- la Coopération interrégionale de l'Ouest, qui concerne les Régions Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes ;
- les Conseils économiques et sociaux régionaux (CESR) de la façade atlantique ;
- le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, et plus particulièrement sa commission « Rivage atlantique » ;
- le Conseil national économique régional et de la productivité (CNERP) ;
- l'Association nationale des élus régionaux (ANER).

Dans le cadre européen, les dossiers portent sur les liens entretenus avec les instances européennes telles que le Conseil de l'Europe, le Comité permanent des Régions périphériques maritimes (CPRPM) – notamment sa commission « Arc atlantique » – ainsi que ponctuellement l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) et la coopération entre Régions méditerranéennes.

#### 2.1.5. Relations avec les administrés.

Les relations avec les administrés – particuliers, associations, organismes publics ou privés – apparaissent dans le fonds à travers différents types de documents : les audiences, les demandes d'interventions et les demandes d'aides financières.

---

<sup>16</sup> Cette pièce, versée isolément par la Direction générale des services, a été intégrée au fonds lors du classement.

### *Audiences.*

Les audiences – entretiens accordés par le président ou son représentant à des personnes physiques ou morales l'ayant sollicité, pour des sujets très divers – sont présentes dans le fonds pour l'ensemble du mandat d'Olivier Guichard (1974-1998). Les dossiers sont classés par ordre chronologique ; à partir de 1986, une distinction a été faite par le cabinet entre les audiences accordées par le président et celles de ses collaborateurs. Ils se composent le plus souvent d'une demande écrite ou d'un formulaire récapitulatif celle-ci, et du courrier de réponse du cabinet. Sont parfois annexés des éléments fournis par le demandeur ou préparés par le cabinet.

### *Demandes d'interventions.*

Les demandes d'interventions adressées au président sont elles-aussi extrêmement variées (cf. 3.2). Elles émanent souvent de particuliers, mais peuvent aussi concerner des associations, des communes, d'autres élus, etc. Les dossiers vont fréquemment au-delà d'un simple échange de courriers et rassemblent alors des documents de tous types joints à la demande pour l'appuyer ou l'expliquer (curriculum vitae, factures, projets, plans, photographies, etc.).

Les demandes antérieures à 1985 n'ont vraisemblablement pas été conservées ; cette lacune a été palliée par l'extraction des doubles des courriers de réponse envoyés par les collaborateurs du président présents dans le chrono courrier du secrétariat du président et des assemblées (cf. 1.2.1).

Quelques dossiers traités de 1983 à 1986 par Jean Cuvelier, qui était alors à la fois directeur de cabinet et directeur général des services, sont également présents. Ils ont été maintenus à part des séries de dossiers versées par le cabinet, bien que les réponses soient signées indifféremment par le directeur ou par Olivier Guichard, car elles nous sont parvenues séparément, et il est difficile de déterminer à quel titre les demandeurs font appel à Jean Cuvelier.

### *Demandes d'aides financières ou de subventions.*

Le fonds comporte une série relativement importante de dossiers de demandes de financement (cf. 1.3.), conservées dans leur intégralité. Si quelques aides ponctuelles sont attribuées avant 1985 (secours exceptionnels, prise en charge de factures), la série de dossiers financés (ou « dossiers retenus ») commence véritablement en 1985 : le cabinet prend en compte la mise en valeur de la Région des Pays de la Loire dans le projet, sa liaison avec l'une des compétences régionales, et s'assure qu'il n'est pas éligible à un autre type d'aide régionale, auquel cas la demande est transférée au service compétent.

Des dossiers refusés, révélateurs de ce qui est écarté par le cabinet, n'ont été conservés qu'un échantillon chronologique.

La frontière entre ces demandes de financement et les demandes d'interventions est floue, notamment lorsqu'elles émanent de particuliers pour des problèmes individuels ; certaines demandes de même type sont en effet classées par le cabinet dans l'une ou autre des deux catégories, sans qu'une logique se dégage. La répartition faite par le service a donc été respectée pour les deux séries de dossiers.

### *Autres.*

Cette sous-partie comprend un dossier constitué de coupures de presse, d'extraits de délibérations, et de correspondance relatifs au rattachement de la Loire-Atlantique à la Région Bretagne et à la culture bretonne. Deux pièces, extraites du chrono courrier départ

du cabinet, y ont été intégrées lors du classement : adressées au Préfet de Région et au procureur de la République, elles évoquent un courrier du « Comité pour une Bretagne libre », malheureusement absent du fonds.

## **2.2. Méthode de classement et lacunes constatées.**

Le caractère particulier et stratégique de ce service, ainsi que sa proximité avec le président, ont imposé le principe d'une conservation large de plusieurs catégories de documents, d'autant que la période chronologique du fonds correspond aux premières années de l'institution, et à la phase charnière de la première décentralisation. Des séries complètes ont donc été conservées : dossiers de manifestations, discours, audiences, interventions, financements attribués. Pour certains types de documents, un échantillonnage a été réalisé (cf. 2.3).

Les mandats de François Fillon (1998-2002) et de Jean-Luc Harousseau (2002-2004) sont de manière générale moins représentés (lacunes pour les invitations, patronages, relations interrégionales, audiences). Quelque soit le mandat, les documents concernant le fonctionnement du cabinet sont absents<sup>17</sup>. Les autres lacunes avérées portent sur l'absence de dossiers relatifs à la fonction politique du cabinet, en dehors des quelques pièces traitées dans la première partie du fonds (extraites du chrono courrier départ du service). Le fonds comporte très peu de trace du suivi des compétences et réflexions régionales autres que la coopération interrégionale, si l'on excepte les pièces éparses de correspondance placées en troisième partie du plan de classement.

## **2.3. Tris et éliminations.**

Face au volume de certains types de documents, nous avons opté pour une conservation partielle, selon les principes d'échantillonnage chronologique utilisés par les services d'archives régionales, en l'occurrence la conservation des dossiers des années se terminant en 0 et 5. Dans certains cas, il a été décidé de conserver également ceux de 1974, année de mise en place des assemblées régionales, et de 1986, qui correspond aux premières élections des conseillers régionaux au suffrage universel.

Cet échantillonnage a porté sur les types de documents suivants :

- les invitations ;
- les patronages accordés ;
- les vœux et remerciements transmis à la Région des Pays de la Loire ;
- les demandes d'audiences classées sans suite ;
- les demandes de financement refusées.

Les éliminations ont également concerné :

- le chrono courrier départ du service (doubles), commun jusqu'en 1992 avec le service assemblée, après extraction des pièces relatives aux relations avec les élus et avec les partenaires extérieurs (cf. 2.1.1. et 2.1.3) ;
- les dossiers de visa des « mandats spéciaux » (attribués à un élu en vue d'une mission spécifique nécessitant un déplacement inhabituel) car ces mandats votés en Commission permanente sont présents dans les archives de l'assemblée ;

---

<sup>17</sup> Quelques notes éparses dans des séries telles que les invitations, les manifestations, ou encore les audiences, montrent indirectement comment s'organisaient les différents collaborateurs du Président.

- les exemplaires des contrats de plan État-Région, versés par ailleurs par les services chargés de leur suivi, car les annotations y sont mineures et sans valeur informative significative ;
- les documents d'organisation matérielle.
- les projets de discours et de programmes, sauf si la version finale était absente ou lorsqu'ils font apparaître la démarche suivie.

### **3. Communicabilité et exploitation du fonds.**

#### **3.1. Communicabilité.**

Ce fonds est régi par les règles de communicabilité en vigueur pour les archives publiques (loi du 15 juillet 2008). Une grande partie du fonds est consultable immédiatement, à l'exception des documents couverts par la protection de la vie privée ou portant un jugement de valeur sur une personne physique (délai de 50 ans à compter de la date du document). Cette restriction concerne notamment les demandes d'audiences et d'interventions, ainsi que certaines demandes de financement. Un délai de 120 ans après la date de naissance de l'individu concerné est par ailleurs applicable pour la communication de certaines demandes d'interventions, lorsqu'elles contiennent des informations couvertes par le secret médical (ou 25 ans après le décès de l'intéressé). Un tableau en annexe 3 indique les dates de communicabilité pour chacune des cotes.

Souvent, dans les dossiers de manifestations, financements, vœux, invitations et courriers aux conseillers régionaux, la communicabilité de l'article complet est reporté de 50 ans ou plus par la seule présence de bribes d'informations personnelles comme une simple adresse ; c'est pourquoi les lecteurs sont invités à interroger le pôle Archives sur la possibilité de communication par extrait de ces documents. Par ailleurs, la procédure de demande de dérogation peut permettre d'obtenir l'autorisation de consulter des documents n'ayant pas encore atteint le délai légal de communicabilité, sur avis du Ministère de la Culture. Une demande doit être déposée au Pôle Archives de la Région.

#### **3.2. Pistes de recherche.**

##### L'action d'un cabinet et des premiers présidents du Conseil régional aux débuts de l'institution

Le fonds reflète les missions d'un cabinet d'exécutif local, à travers l'assistance apportée au président dans sa vie quotidienne. Il offre indirectement un aperçu des trente premières années de l'institution régionale et des affaires traitées par un service de ce type, à une période charnière : débuts de la régionalisation (époque de l'Établissement public régional), lois de décentralisation de 1982-1983 puis création de la collectivité territoriale avec les premières élections au suffrage universel de 1986 (cf. apparition formelle du cabinet dans l'organigramme en 1984).

La période couverte par le fonds est bien sûr dominée par le long mandat d'Olivier Guichard (1974-1998). Ces archives témoignent d'un de ses mandats publics locaux majeurs et sont révélatrices de sa politique régionale, notamment en matière d'aménagement du territoire – compétence qu'il considérait comme essentielle – et de coopération interrégionale. Sa personnalité est bien palpable dans les revues de presse

constituées par le cabinet, dans la biographie établie par Maurice Grassin, ou encore dans ses propres écrits. À cet égard, ce fonds complète tout à fait les archives personnelles d'Olivier Guichard, déposé au Pôle Archives de la Région Pays de la Loire, et comportant beaucoup de documents propres à son mandat régional (cf. Sources complémentaires).

Le fonds reflète également la représentation et la communication extérieure de la Région, qui est une des fonctions du président. À travers la série chronologique des discours, ainsi que celle plus large de ses écrits (articles, préfaces, interviews...), transparaît le message que la Région souhaite faire passer. Les revues de presse compilées par le cabinet montrent la vision donnée par les médias sur la Région et sur son président, ainsi que son implication particulière sur certains domaines de compétences. Sur ce thème, les dossiers de manifestations et les archives des services chargés des relations publiques et de la communication externe constituent également des sources incontournables. Les archives personnelles d'Olivier Guichard comportent une série de discours relatifs à ses différents mandats, et pourront compléter celle du fonds du cabinet.

Enfin, les interventions du président dans les missions régionales (classées en troisième partie) illustrent également son implication dans les questions d'actualité régionale, telle que : la situation de la construction navale, le projet de centrale nucléaire en Basse-Loire dans les années 1970 et 1980, la situation de l'emploi, les questions énergétiques ou relatives aux infrastructures régionales, le projet de télévision régionale, ou encore la sécheresse de 1976 et la desserte en eau potable dans la Région.

#### Réseau institutionnel de la Région

Bien que tous les partenaires de la Région ne soient pas représentés, les dossiers relatifs aux relations interrégionales peuvent contribuer à l'étude de son réseau institutionnel, notamment sur la mise en place des coopérations dans les années 1970 – à laquelle Olivier Guichard a été un important contributeur. Ils reflètent l'approche du cercle de ses proches collaborateurs, à confronter avec les dossiers des autres services de la Région chargés des relations extérieures, européennes ou sectorielles. Pour les relations avec les autres Régions françaises, il est également conseillé de consulter la série des dossiers de manifestations, parmi lesquelles figurent des réunions de présidents de Conseils régionaux, ou des réunions avec une Région en particulier.

Les dossiers relatifs à l'ANER (Association nationale des élus régionaux, ancêtre de l'actuelle Association des Régions de France) permettent en outre d'étudier les réflexions en cours dans les Conseils régionaux au tout début des années 1980, après les premières lois de décentralisation, ainsi que les préoccupations autour de leur organisation, des futures élections, du personnel et du transfert de certaines compétences. Ces dossiers comportent des échanges et comptes rendus sur les expériences et pratiques des Régions, ainsi que quelques études comparatives ou synthèses sur ces sujets.

#### Relations avec les administrés, perception de l'institution et histoire sociale

Enfin, le fonds constitue une source remarquable sur les relations entre la Région – l'institution et son président – et les administrés – simples particuliers ou organismes publics ou privés –, ainsi que la perception par ces derniers de l'institution régionale pendant ses trente premières années d'existence. Les invitations, demandes d'audiences, d'interventions et d'aide financière apportent en effet un éclairage sur une grande partie de la période. Elles se caractérisent par leur variété et un contenu parfois inattendu, portant sur des affaires individuelles ou collectives, voire politiques.

Les audiences portent sur des affaires individuelles ou collectives (questions scolaires, décentralisation, etc.), voire politiques. La diversité des requêtes est particulièrement flagrante pour les demandes d'interventions : recherche d'emploi, report du service national, aide pour la régularisation d'une situation ou le traitement d'un dossier en cours à Région ou dans autre administration, voire des considérations beaucoup plus générales (création à Nantes d'une cour administrative d'appel à ressort interrégional, suppression de l'heure d'été) ou incongrues (problèmes de voisinage). Ces types de documents sont indirectement révélateurs des attentes des administrés vis-à-vis de l'homme politique, de leur représentation du pouvoir local et de l'administration – notamment au tournant de la décentralisation<sup>18</sup>. Pour la période antérieure à 1985, bien que nous ne conservions que les réponses, elles donnent un aperçu des types de demandes adressées aux débuts de l'institution, et avant la décentralisation (équipements scolaires, infrastructures, projet de centrale nucléaire en Basse-Loire). Elles émanent parfois d'élus locaux.

Lorsqu'elle est positive, la réponse apportée montre parfois le réseau de relations du président ou de ses proches collaborateurs. Il est d'ailleurs visible que celui-ci n'est pas forcément sollicité en tant que président du Conseil régional, mais plutôt comme personnalité politique locale, et la confusion sur son mandat est parfois perceptible. La liaison entre le cabinet et les collaborateurs des autres mandats du président transparaît d'ailleurs dans certains dossiers, avec la mention de transferts de documents entre les différents lieux pour traiter la requête. En raison de cette « perméabilité », caractéristique d'une époque où les mandats peuvent être nombreux, la consultation des interventions conservées dans les archives personnelles d'Olivier Guichard est indispensable pour une approche plus complète de ses relations avec les administrés<sup>19</sup>.

Ces demandes constituent enfin une source évidente pour l'histoire sociale, l'étude des conditions de vie et des mentalités. La teneur et la forme des demandes, parfois accompagnées de documents explicatifs personnels, montrent la manière des individus de s'exprimer et de s'adresser à un élu. Elles présentent aussi un intérêt sociologique en témoignant des préoccupations des administrés et de leur évolution (recherches d'emploi, équipements collectifs, lignes téléphoniques, carte scolaire, dessertes routières et ferroviaires, etc.) voire en proposant des récits de vie individuels, permettant parfois d'entrer dans l'intimité des concernés.

Peu de demandes d'interventions sont présentes pour les mandats qui suivent ceux d'Olivier Guichard : seule l'année 2002 concerne les présidences de François Fillon et de Jean-Luc Harousseau, mais elle semble incomplète.

Enfin, les dossiers de financement acceptés témoignent des projets ou des initiatives extérieures soutenues par le cabinet et le président. La série de projets retenus par le cabinet, intégralement conservée, permet d'étudier les critères de sélection, les thèmes privilégiés par les cabinets et présidents successifs, voire leur teneur politique. L'échantillon des demandes non retenues se caractérise par la diversité des demandeurs et des sollicitations, parfois incongrues (aide sociale, projet plus ou moins précis, proposition d'abonnement ou d'achat, etc.). Ces dossiers très variés apportent également des informations sur la façon d'instruire ces demandes (commentaires éventuels des collaborateurs ou des services, motif invoqué pour le refus).

La frontière entre les différents types de demandes (audience, intervention, aide financière) est, comme nous l'avons déjà indiqué, parfois floue : certaines demandes font

---

<sup>18</sup> En témoigne par exemple un courrier du 24 février 1986 : « Si je vous écris, [...], c'est parce que j'ai appris, comme beaucoup d'autres, qu'avec la fameuse décentralisation, les pouvoirs que vous avez, et que vous aurez encore, sont et seront considérablement accrus. »

<sup>19</sup> Cf. *Répertoire numérique détaillé des archives d'Olivier Guichard (23W)*.



l'objet d'une audience au cours de leur instruction ; de même, certaines audiences ou aides financières relèvent du même type de sollicitation que les demandes d'interventions. Il est donc recommandé au chercheur d'explorer ces trois séries complémentaires.

# BIBLIOGRAPHIE

ARROUET (Jean-Philippe), BOUCHARDON (Patrick), *Le statut des collaborateurs de cabinet*. Paris, Sorman Edition, 2006.

GRASSIN (Maurice), *Olivier GUICHARD*. Laval-Nantes, Siloë, 1996.

*Les archives des hommes politiques contemporains* [actes du colloque, Paris, Palais du Luxembourg, 20-21 octobre 2006, organisé par l'Association des archivistes français], Paris, Éditions Gallimard et Association des archivistes français, 2007.

# SOURCES COMPLÉMENTAIRES

## 1. Archives régionales des Pays de la Loire

### 1.1. Archives publiques des services régionaux

Les versements présents et à venir des services suivants peuvent constituer des sources utiles. Ce recensement n'est pas exhaustif car certains de ces services détiennent encore des archives relatives à la période chronologique 1974-2004, et n'ont parfois pas encore réalisé de versement. Il est possible de s'adresser directement à eux, le cas échéant.

#### - **Fonds Olivier Guichard (président du Conseil régional des Pays de la Loire, 1974-1998) (23 W) :**

*Ce fonds déposé aux Pôle Archives par Olivier Guichard constitue un fonds mixte comportant à la fois des documents privés et des documents publics relatifs aux différents mandats occupés par Olivier Guichard, dont celui de président du Conseil régional des Pays de la Loire. Ce fonds, composé d'archives papiers, photographiques, vidéo et d'ouvrages imprimés, est très complémentaire du fonds du cabinet, à la fois sur le mandat régional d'Olivier Guichard et sur l'homme politique en général.*

*Voir notamment les cotes suivantes :*

- Archives papier.

#### *Partie Présidence du Conseil régional*

23W 162 : fonctionnement du cabinet (cartes de vœux)

23W 163-180 : participation à des organismes et institutions extérieures au conseil régional

23W 163 : Assemblée des Régions d'Europe

23W 166-167 : Comité permanent des Régions périphériques maritimes et commission Arc Atlantique

23W 169-171 : Conseil national des économies régionales et de la productivité

23W 173 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

23W 177-178 : Association nationale des élus régionaux

23W 181-209 : réflexions menées par le Conseil régional

#### *Partie L'homme politique*

23W 247-249 : Union des Pays de la Loire [Association des élus de l'opposition nationale des Pays de la Loire]

23W 285 : Elections législatives et régionales de 1986

23W 295 : Elections régionales et cantonales de 1992.

23W 313-324 : Correspondance

23W 325-360 : Interventions

23W 361-381 : Ouvrages

23W 361-363 : Livre « Un chemin tranquille »

23W 382-389 : Discours (collection chronologique de 1963 à 1998)

23W 390-407 : Presse

23W 408-410 : Biographie et image publique

23W 411-413 : Agendas

## SOURCES COMPLÉMENTAIRES

- Fonds photographique

  - 23W 429/8-444/4 : Mandat de président du Conseil régional

- Archives audiovisuelles

  - 23W 728-752 : l'institution région (cassettes VHS)

  - 23W 770-788 : la promotion touristique et culturelle de la Région (cassettes VHS)

  - 23W 798-802 : la promotion de la région (cassette audio)

  - 23W 829-836 : l'institution région (cassettes vidéo autres formats)

  - 23W 837-840 : la promotion de la région (cassettes vidéo autres formats)

- Médailles

  - 23W 856-857 : Médailles de la Région des Pays de la Loire.

- **Service Relations publiques (1975-1991), puis Direction de la Communication (à partir de 1991) :**

*Les versements de ces services chargés de la communication extérieure de la Région, comportent les types de documents suivants : dossiers relatifs à la politique régionale d'information et de communication (bilans, campagnes de communication, enquêtes et sondages sur la Région des Pays de la Loire, manifestations et actions de promotion, identité visuelle de la Région, publications régionales) et aux relations avec les médias jusqu'en 1992 (communiqués et dossiers de presse, insertions presse, articles de presse, conférences de presse).*

  - Service Relations publiques : versements 20 PR, 46 PR, 59 PR, 65 PR et 221 PR.

  - Direction de la Communication : versements 107 PR, 122 PR, 129 PR, 138 PR, 160 PR, 163 PR, 182 PR, 217 PR, 232 PR, 234 PR, 240 PR, 255 PR, 295 PR, 382 PR (photothèque) et 14 W (photothèque).

- **Service Presse** (rattaché au cabinet de 1992 à 2004)

*Types de dossiers : communiqués et dossiers de presse, insertions presse, articles de presse, conférences de presse, revues de presse mensuelles, relations avec les médias.*

  - Versements 214 PR (photographies, 1994-1998) et 229 PR.

- **Services chargés de la coopération interrégionale, des relations européennes et internationales :**

*Les services suivants versent les dossiers de coopération et relations dans les cadres européens et international, dont notamment les dossiers relatifs à la Conférence des Régions périphériques maritimes, l'Arc Atlantique, l'Assemblée des Régions d'Europe.*

  - Direction des Affaires européennes (1990-1998) : versements 145 PR, 155 PR et 177 PR

  - Direction des Relations Européennes et Internationales (DREI) (2002-2004) : versements 265 PR, 266 PR et 288 PR.

## SOURCES COMPLÉMENTAIRES

### - Services chargés du fonctionnement de l'assemblée du Conseil régional :

*Leurs archives sont complémentaires d'une part en raison de la proximité des deux services jusqu'en 1988 (cf. supra : Introduction, 1.2.), et d'autre part car elles retracent l'activité de l'assemblée et des élus (indemnités des élus, organisation des réunions du Conseil régional, publications officielles, répartition des subventions par département).*

Fonds **2 W** : archives des services chargés du fonctionnement de l'Assemblée du Conseil régional (1974-1992)<sup>20</sup>.

Notamment 2 W 255 : Répartition des subventions par département, arrondissement, canton, 1983-1985 : bilans (1986).

Versements 17 W, 18 W, 19 W.

### - Conseil économique et social régional (CESR) des Pays de la Loire :

*Outre les sessions et réunions sur l'ensemble des secteurs d'intervention de la Région, les archives du CESR illustrent notamment ses relations avec les partenaires extérieurs et ses réseaux institutionnels (européens, nationaux, locaux), parfois communs avec ceux du Cabinet (types de documents : correspondance, procès-verbaux de réunions, coupures de presse, documentation). Voir notamment :*

10 W 5 : Comité permanent de la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM), 1974-1982.

10 W 8 : Conférence interrégionale de l'Ouest (1976-1979).

10 W 9 : Conférence des présidents de CES des régions littorales (1978).

10 W 10 : Coopération interrégionale de l'Ouest (1975-1981)

10 W 19 : Conseil de l'Europe (1974-1980) ;

10 W 20 : Conseil des Communes d'Europe (1978) ;

10 W 26 : CNERP (Conseil National des Economies Régionales de la Productivité) (1974-1981).

### - Collaborateurs d'élus du groupe RPR puis UMP.

*Les collaborateurs de groupes d'élus sont distincts des collaborateurs du cabinet : ils sont affectés à chaque groupe d'élus de l'assemblée, par décision de l'exécutif, dans les conditions fixées par l'assemblée délibérante et sur proposition des représentants de chaque groupe<sup>21</sup>. Leurs archives illustrent l'activité de leur groupe d'élus au sein de l'assemblée.*

### - Direction générale des services :

*Le Cabinet du président lui est rattaché hiérarchiquement jusqu'en 1988. Elle coordonne l'activité des services et pilote certains dossiers stratégiques et transversaux.*

<sup>20</sup> Répertoire numérique détaillé 2 W (en cours de rédaction).

<sup>21</sup> Article L. 3121-24 du Code général des collectivités territoriales.

## SOURCES COMPLÉMENTAIRES

- **Service des Ressources humaines :**

*Les archives de ce service constituent des sources incontournables sur l'évolution de l'organisation des services et du personnel (organigrammes, enquêtes, gestion des carrières).*

Fonds 12 W : Archives des services des ressources humaines (1968-1997)<sup>22</sup>.

Notamment 12 W 5 : enquête sur la présence d'un cabinet du président (1982).

- **Services rattachés temporairement au cabinet** pendant la période 1974-2004 (réceptions, chauffeurs) :

*Leurs archives seront présentes parmi les versements des services et directions auxquels ils ont été rattachés ultérieurement (cf. 1.2.2).*

---

<sup>22</sup> Répertoire numérique détaillé 12 W (en cours de rédaction).

## SOURCES COMPLÉMENTAIRES

### 2. Autres lieux de conservation.

Les **Archives départementales de Loire-Atlantique** conservent les archives de la Mission régionale, service du Préfet de Région des Pays de la Loire chargé, jusqu'aux lois de décentralisation et la mise en place d'un personnel régional, de préparer et exécuter les décisions de l'assemblée (époque de l'Établissement public régional ou « EPR »). Une partie des archives de cette première phase de l'existence de la Région est donc présente dans ce service d'archives, bien que les Archives régionales en conservent également (selon les circonstances des transferts des dossiers à la nouvelle collectivité au début des années 1980). Les fonds du Cabinet du Préfet de Région et du Secrétariat général aux affaires régionales apporteront également un éclairage sur cette période en particulier, et de manière générale sur l'approche de l'Etat vis-à-vis de l'action de la collectivité.

Les **services d'archives des Régions** partenaires de la Région des Pays de la Loire conservent des sources complémentaires sur leurs réseaux communs, notamment :

- pour la Coopération interrégionale de l'Ouest : archives régionales de Basse-Normandie, Bretagne et Poitou-Charentes ;
- pour les CESR de la façade atlantique : archives régionales d'Aquitaine, Basse-Normandie, Bretagne et Poitou-Charentes.

Pour les organismes suivants auxquels la Région a adhéré, il est conseillé de s'adresser à chacun d'entre eux pour connaître la localisation de leurs archives (et notamment si elles sont versées à un service d'archives) :

- le Conservatoire du littoral, auparavant Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;
- le Conseil national des économies régionales (CNER), auparavant Conseil national économique régional et de la productivité (CNERP) ;
- l'Association des Régions de France (ARF), descendante de l'Association nationale des élus régionaux (ANER) ;
- la Conférence des Régions périphériques maritimes (CRPM) ;
- le Conseil de l'Europe ;
- l'Association des Régions d'Europe.

# **RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE**

**25 W**



# SOMMAIRE

## ASSEMBLÉE RÉGIONALE

<b>Fonctionnement du Conseil régional</b>	<b>22W 1-6</b>
Organisation des réunions	22W 1-2
Décisions de l'assemblée	22W 3-4
Echanges avec les conseillers régionaux	22W 5-6
<b>Affaires politiques</b>	<b>22W 7-11</b>
Groupe de la majorité	22W 7-9
Association « Union des Pays de la Loire »	22W 10
Élections régionales	22W 11

## REPRÉSENTATION DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

<b>Vie publique locale du président et des conseillers régionaux</b>	<b>25W 12-98</b>
Invitations	25W 12-35
Patronages, comités d'honneur, remises de médailles accordés par le président	25W 36
Vœux	25W 37-39
Cérémonies publiques et manifestations	25W 40-68
Discours prononcés par le président ou son représentant	25W 69-97
Matches du Football Club Nantes Atlantique (FCNA)	25W 98
<b>Publications et dossiers thématiques relatifs au président et à la Région</b>	<b>25W 99-120</b>
Sélection de publications	25W 99-106
Panoramas de presse thématiques constitués par le service	25W 107-119
Biographie d'Olivier Guichard par Maurice Grassin (1996)	25W 120

## INTERVENTIONS DU PRÉSIDENT DANS LES MISSIONS RÉGIONALES

<b>Finances régionales</b>	<b>25W 121</b>
<b>Aménagement du territoire et économie régionale</b>	<b>25W 122</b>
<b>Enseignement supérieur, formation</b>	<b>25W 123</b>
<b>Cadre de vie : logement, environnement, culture, sports</b>	<b>25W 124</b>

# SOMMAIRE

## RÉSEAUX DE COOPÉRATIONS INTERRÉGIONALES

<b>Coopérations et relations avec les Régions françaises</b>	<b>25W 125-157</b>
Coopération interrégionale de l'Ouest (Régions Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes)	25W 125-141
Conseils économiques et sociaux régionaux (CESR) de la façade atlantique	25W 142
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	25W 143-148
Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP)	25W 149
Association nationale des élus régionaux (ANER)	25W 150-156
Autres cadres de relations	25W 157
<b>Coopérations et relations interrégionales dans le cadre européen</b>	<b>25W 158-173</b>
Conseil de l'Europe	25W 158-160
Communauté économique européenne	25W 161-171
Conférence des présidents de régions, ou collectivités ou institutions à compétences comparables des pays membres de la CEE	25W 161
Conférence et Comité permanent des Régions périphériques maritimes de la Communauté européenne	25W 162-171
Assemblée des Régions d'Europe (ARE)	25W 172
Coopération entre les Régions méditerranéennes	25W 173

## RELATIONS AVEC LES ADMINISTRÉS

<b>Audiences</b>	<b>25W 174-202</b>
1 <sup>ère</sup> série chronologique, 1974-1985 (toutes demandes confondues)	25W 174-176
2 <sup>e</sup> série chronologique, 1986-1998 (classement par destinataire)	25W 177-201
Demandes classées sans suite	25W 202
<b>Interventions et aides financières</b>	<b>25W 203-264</b>
Réponses aux demandes de particuliers, communes et organismes privés (1974-1984)	25W 203-205
Demandes d'interventions (1983-1998, 2002)	25W 206-227
Mandats d'Olivier Guichard	25W206-226
Mandats de François Fillon et Jean-Luc Harousseau	25W 227
Demandes d'aides financières (particuliers et organismes) instruites par le Cabinet	25W 228-264
<b>Autres</b>	<b>25W 265</b>

## Assemblée régionale

### FONCTIONNEMENT DU CONSEIL REGIONAL

#### ORGANISATION DES RÉUNIONS

- 25W 1** Exposés en séance des rapporteurs des commissions : note. 1976
- 25W 2** Commissions permanentes : notes des services au président du Conseil régional.  
*[incomplet ; notes extraites des dossiers du président pour les commissions permanentes]*
- Autoroute Nantes-Niort (fév. 1993).  
Privatisation du Crédit local de France (oct. 1993).  
Programme Explorer de Bruno Peyron (sept. 1994).  
Acquisition par le Fonds régional d'acquisition pour les bibliothèques (FRAB) d'un manuscrit de Benjamin Peret (sept. 1994).
- 1993-1994

#### DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE

- 25W 3** Répartition des subventions par département, arrondissement, 1974-1984 : tableaux récapitulatifs manuscrits et dactylographiés (1976-1984).  
*[Cet article concerne essentiellement la période 1974-1982 ; seul le canton de Challans (85) est traité jusqu'en 1984]* 1976-1984
- 25W 4** Courriers du Préfet de Région au gouvernement (4 pièces) (1975, 1979).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*
- Budget 1975 (juil. 1975).  
Appel aux Régions de l'Ouest lancé par la Région Pays de la Loire (nov. 1975).  
Déplafonnement de la fiscalité régionale (déc. 1975).  
VIII<sup>e</sup> Plan (nov. 1979).
- 1975, 1979

#### ÉCHANGES AVEC LES CONSEILLERS REGIONAUX

- 25W 5** Courriers adressés à tous les conseillers régionaux (1974-1976, 1980-1984, 1986-1987, 1990).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]* 1974-1990

- 25W 6** Réponses aux demandes et remarques de conseillers régionaux ou de groupes d'élus : correspondance (1975-1984, 1987, 1990).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*
- 1975-1990

## AFFAIRES POLITIQUES

### GROUPE DE LA MAJORITE

- 25W 7** Réunions du groupe de la majorité : convocations (1986-1991), ordres du jour (1992, 1993), feuille d'émargement (1994).
- 1986-1994
- 25W 8** Réunions du groupe de la majorité de la Commission Qualité de la vie : convocations (2 pièces) (1990, 1991).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*
- 1990-1991
- 25W 9** Courriers adressés aux conseillers régionaux de la majorité (janv. 1990, oct. 1991).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*
- 1990-1991

### ASSOCIATION « UNION DES PAYS DE LA LOIRE »

- 25W 10** Mise en place et fonctionnement : correspondance (1981-1986, 1988, 1990).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*
- 1981-1990

### ÉLECTIONS RÉGIONALES

- 25W 11** Élections régionales 1986 et 1992, préparation : réponses à candidatures, correspondance (1985-1986, 1991).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*
- 1985-1991

## Représentation de la Région Pays de la Loire

### VIE PUBLIQUE LOCALE DU PRESIDENT ET DES CONSEILLERS REGIONAUX

#### INVITATIONS

**25W 12-35** Invitations reçues : listes récapitulatives mensuelles des représentations du président, cartons et lettres d'invitation, documentation sur la manifestation, lettres de réponse, coupures de presse, discours, notes (1974-1975, 1980, 1985-1986, 1990, 1995) [échantillon chronologique].

*[à noter : des demandes d'audiences sont parfois jointes aux invitations]*

<b>12</b>	1974	1974
<b>13</b>	1975	1975
<b>14</b>	1980	1980
<b>15</b>	Janvier-mai 1985	1985
<b>16</b>	Juin-septembre 1985	1985
<b>17</b>	Octobre-décembre 1985	1985
<b>18</b>	Janvier-mars 1986	1986
<b>19</b>	Avril-mai 1986	1986
<b>20</b>	Juin-août 1986	1986
<b>21</b>	Septembre-octobre 1986	1986
<b>22</b>	Novembre-décembre 1986	1986
<b>23</b>	Janvier-mars 1990	1990
<b>24</b>	Avril-mai 1990	1990
<b>25</b>	Juin-août 1990	1990
<b>26</b>	Septembre-octobre 1990	1990
<b>27</b>	Novembre-décembre 1990	1990
<b>28</b>	Janvier-février 1995	1995
<b>29</b>	Mars 1995	1995
<b>30</b>	Avril-mai 1995	1995
<b>31</b>	Juin 1995	1995

<b>32</b>	Juillet-septembre 1995	
<b>33</b>	Octobre 1995	1995
<b>34</b>	Novembre 1995	1995
<b>35</b>	Décembre 1995	1995
		1995

PATRONAGES, COMITES D'HONNEUR, REMISES DE MEDAILLES ACCORDES PAR LE PRESIDENT

<b>25W 36</b>	Correspondance, documentation sur l'opération, cartons d'invitation (1985, 1986, 1990) [échantillon chronologique]. <i>[année 1986 incomplète]</i>	1985-1990
---------------	---	-----------

VŒUX

<b>25W 37-39</b>	Vœux reçus : cartes de visite, cartes de vœux, correspondance (1976, 1980, 1985) [échantillon chronologique]. <i>[Comprend également des remerciements reçus pour l'envoi d'agendas et de médailles.]</i>	
<b>37</b>	1976	1976
<b>38</b>	1980	1980
<b>39</b>	1985	1985

CEREMONIES PUBLIQUES ET MANIFESTATIONS

<b>25W 40</b>	Représentation d'Olivier Guichard pour les manifestations, organisation : note de service (19 juillet 1990). <i>[pièce extraite du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]</i>	1990
<b>25W 41</b>	Listes récapitulatives (1984-1997, 2003). <i>[à noter : listes parfois incomplètes. En 2003 ne sont indiquées que les représentations en Loire-Atlantique.]</i>	1984-2003

<b>25W 42-68</b>	Participation ou organisation : invitations, programmes, listes des invités, biographies, discours, documentation sur la manifestation, affiches, plans, dossiers de presse, coupures de presse, comptes rendus, correspondance, notes, photographies, cassettes audio (1975-1976, 1978-1985, 1987-1999, 2001, 2003).	
	<i>[Sont présentes des manifestations qui ont obtenu une réponse négative, ainsi que celles où le président s'est fait représenter. Pour la période 1975-1985, les dossiers s'apparentent davantage à des dossiers de travail pour le président qu'à des dossiers d'organisation.]</i>	
<b>42</b>	1975-1976	1975-1976
<b>43</b>	1978-1982	1978-1982
<b>44</b>	1984-1985	1984-1985
<b>45</b>	Janvier-mai 1987 <i>[Comprend le dossier relatif à l'inauguration de l'Hôtel de Région (janvier 1987).]</i>	1987
<b>46</b>	Juin 1987-janvier 1988	1987-1988
<b>47</b>	Février-juillet 1988	1988
<b>48</b>	Septembre 1988-mai 1989	1988-1989
<b>49</b>	Juin 1989-septembre 1989	1989
<b>50</b>	Octobre 1989-avril 1990	1989-1990
<b>51</b>	Mai-octobre 1990	1990
<b>52</b>	Septembre-novembre 1990 : programme d'inaugurations des lycées construits par la Région.	1990
<b>53</b>	Novembre 1990-avril 1991	1990-1991
<b>54</b>	Mai-octobre 1991	1991
<b>55</b>	Novembre 1991-mars 1992	1991-1992
<b>56</b>	Avril-décembre 1992	1992
<b>57</b>	Janvier 1992-juin 1993	1992-1993
<b>58</b>	3 juillet-21 octobre 1993	1993
<b>59</b>	25 octobre 1993-25 mars 1994	1993-1994
<b>60</b>	Avril-septembre 1994	1994
<b>61</b>	Octobre 1994-février 1995	1994-1995
<b>62</b>	Mars-décembre 1995	1995
<b>63</b>	1996-1997	1996-1997

<b>64</b>	1998-1999, 2001	
<b>65</b>	Septembre 2003	1998-2001
<b>66</b>	Octobre 2003	2003
<b>67</b>	Novembre 2003	2003
<b>68</b>	Décembre 2003	2003

DISCOURS PRONONCES PAR LE PRESIDENT OU SON REPRESENTANT

<b>25W 69</b>	Récapitulatifs annuels (1989-1998).	
<b>25W 70-97</b>	Collection chronologique : discours, annexes, projets de discours (1974-2003). <i>[Présence de discours non prononcés, ou non datés précisément. Les projets de discours ont été conservés lorsque le discours définitif était absent du fonds.]</i>	1989-1998
<b>70</b>	1974 (3 pièces)	1974
<b>71</b>	1975 (8 pièces) <i>[Cet article comprend trois textes dont on ignore s'il s'agit de discours : "L'exécutif régional", "Une Région face au défi du changement : la Région Pays de la Loire", et "La politique du gouvernement en matière de décentralisation".]</i>	1975
<b>72</b>	1977 (3 pièces)	1977
<b>73</b>	1978 (3 pièces)	1978
<b>74</b>	1979 (4 pièces)	1979
<b>75</b>	1980 (6 pièces)	1980
<b>76</b>	1982 (5 pièces)	1982
<b>77</b>	1983 (4 pièces)	1983
<b>78</b>	1984 (13 pièces)	1984
<b>79</b>	1985 (12 pièces)	1985
<b>80</b>	1986 (6 pièces)	1986
<b>81</b>	1987 (3 pièces) <i>[Comprend le discours d'inauguration de l'Hôtel de Région le 10 janv. 1987.]</i>	1987
<b>82</b>	1988 (8 pièces)	1988
<b>83</b>	1989	1989



<b>84</b>	1990	1990
<b>85</b>	1991	1991
<b>86</b>	1992	1992
<b>87</b>	1993	1993
<b>88</b>	1994	1994
<b>89</b>	1995	1995
<b>90</b>	1996	1996
<b>91</b>	1997	1997
<b>92</b>	1998	1998
<b>93</b>	1999	1999
<b>94</b>	2000	2000
<b>95</b>	2001	2001
<b>96</b>	2002	2002
<b>97</b>	Janvier-mai 2003 (12 pièces)	2003

#### MATCHS DU FOOTBALL CLUB NANTES ATLANTIQUE (FCNA)

<b>25W 98</b>	Places attribuées aux conseillers régionaux : listes récapitulatives, correspondance (1998-1999, 2002-2003) [échantillon chronologique].	1998-2003
---------------	--	-----------

### **PUBLICATIONS ET DOSSIERS THEMATIQUES RELATIFS AU PRESIDENT ET A LA REGION**

#### SELECTION DE PUBLICATIONS

<b>25W 99</b>	Listes récapitulatives (1976-1997). <i>[Ces listes ne mentionnent pas les communiqués de presse, les articles sur le président ou la Région et les courriers du président en réponse à des articles parus.]</i>	1976-1997
<b>25W 100</b>	Articles du président (1974-2001).	1974-2001

<b>25W 101</b>	Courriers du président en réponse à des articles et à une émission sur le président ou la Région : notes, correspondance (1985-1992).	1985-1992
<b>25W 102</b>	Articles relatifs au président ou la Région (1975-1995).	1975-1995
<b>25W 103</b>	Interviews du président (1975-1997).	1975-1997
<b>25W 104</b>	Editoriaux du président (1983-1997).	1983-1997
<b>25W 105</b>	Préfaces du président (1990-1997).	1990-1997
<b>25W 106</b>	Communiqués de presse (1986-1992).	1986-1992

PANORAMAS DE PRESSE THEMATIQUES CONSTITUES PAR LE SERVICE

<b>25W 107</b>	"La région des Pays de la Loire dans la presse locale" (janv. 1974-janv. 1975).	1974-1975
<b>25W 108-118</b>	"Vie publique d'Olivier Guichard" (1974-1986). <i>[dont : communiqués de presse]</i>	
<b>108</b>	Octobre 1974-déc. 1975	1974-1975
<b>109</b>	Janvier-décembre 1976	1976
<b>110</b>	Janvier 1977-juin 1978	1977-1978
<b>111</b>	Juillet 1978-août 1979	1978-1979
<b>112</b>	Septembre 1979-juin 1980	1979-1980
<b>113</b>	Juillet 1980-décembre 1981	1980-1981
<b>114</b>	1982-1983	1982-1983
<b>115</b>	1984	1984
<b>116</b>	1985	1985
<b>117</b>	Janvier-octobre 1986	1986
<b>118</b>	Novembre-décembre 1986	1986
<b>25W 119</b>	Parution du livre "Un chemin tranquille" d'Olivier Guichard (mars-septembre 1975).	1975

BIOGRAPHIE D'OLIVIER GUICHARD PAR MAURICE GRASSIN (1996)

**25W 120** Contribution du rédacteur des discours du président : exemplaire publié, manuscrit, interviews et discours (1969-1972, 1996).

1969-1996

## Interventions du président dans les missions régionales

### FINANCES RÉGIONALES

- 25W 121** Pacte de modération fiscale avec les Départements des Pays de la Loire (11 mai 1998) : exemplaire original signé par le président du Conseil régional et les présidents des cinq Conseils généraux (1998).

1998

### AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ECONOMIE REGIONALE

- 25W 122** Courriers adressés au gouvernement et aux partenaires (1974-1983, 1985-1990, 1992).

*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*

1974-1992

### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, FORMATION

- 25W 123** Courriers adressés au gouvernement et aux partenaires (1975, 1977-1978, 1980, 1982, 1986, 1988).

*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*

1975-1998

### CADRE DE VIE : LOGEMENT, ENVIRONNEMENT, CULTURE, SPORTS

- 25W 124** Courriers adressés au gouvernement (1976, 1980-1982).

*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*

1976-1982

## Réseaux de coopérations interrégionales

### COOPERATIONS ET RELATIONS AVEC LES REGIONS FRANÇAISES

#### COOPERATION INTERREGIONALE DE L'OUEST (REGIONS BASSE-NORMANDIE, BRETAGNE, PAYS DE LA LOIRE ET POITOU-CHARENTES)

- 25W 125** Mise en place : communiqués de presse, décrets, délibérations des conseils régionaux, dossiers préparatoires aux réunions, rapports, notes, articles de presse, correspondance (1974-1976).  
*[inclus l'organisation et le déroulement de la première réunion du 10 mai 1976 au Mont-Saint-Michel (Manche)]*
- 1974-1976
- 25W 126** Echanges entre les membres : conventions, rapports, comptes rendus de mission, correspondance (1975-1978, 1982-1983).
- 1975-1983
- 25W 127-133** Réunions : dossiers de préparation, discours, retranscription, fascicules, articles de presse, cartes, notes, correspondance, bande audio magnétique (1974-1981).
- 127** Réunion du 19 juin 1974. 1974
- 128** Réunion du 3 mai 1977 au Sénat. 1977
- 129** Réunions du 5 juillet 1976 et du 22 avril 1977 (annulées). 1976-1977
- 130** Réunion du 23 mai 1977 avec la Région Centre à Fontevraud. 1977
- 131** Réunion du 15 octobre 1977 à Fontevraud. 1979
- 132** Réunion du 23 juin 1979 à Saint-Savin (Vienne) (dont réunion préparatoire du 16 mai 1979 à Paris). 1979
- 133** Réunion du 4 avril 1981 à Chantonnay (Vendée). 1981
- 25W 134-140** Comités de coordination mis en place par la coopération interrégionale (1975-1986).
- 134** Listes des membres (1978-1983). 1978-1983
- 135** Réunions : comptes rendus, correspondance (1976-1977). 1976-1977
- 136-140** Réflexions et actions menées : recommandations de la conférence interrégionale de l'Ouest, comptes rendus de réunions, dossiers techniques, articles de presse, notes, correspondance (1975-1983).  
[classement par thème]
- 136** Infrastructures routières (1975-1979). 1975-1979

	<b>137</b>	Aménagement du littoral (1976-1978).	1976-1978
	<b>138</b>	Droit de la mer (1975-1983).	1975-1983
	<b>139</b>	Développement industriel (1976-1978).	1976-1978
	<b>140</b>	Recherche (2 pièces) (1977).	1977
<b>25W 141</b>		Communication extérieure (1976-1978).	
		Interview télévisée d'Olivier Guichard : dossier préparatoire, documentation (1977).	
		Visite de Raymond Barre en Région Poitou-Charentes, présentation de la coopération interrégionale : articles de presse, notes, correspondance (1977).	
		Brochure de présentation « La coopération interrégionale et le développement de l'Ouest » (Préfecture de la Région des Pays de la Loire, 78 p.) (1978).	
		Retombées presse sur les activités : articles de presse, note, correspondance (1976-1977).	1976-1978

CONSEILS ECONOMIQUES ET SOCIAUX REGIONAUX (CESR) DE LA FAÇADE ATLANTIQUE

<b>25W 142</b>		Congrès du 2 juillet 1993, participation : discours, rapports, notes, correspondance (1993).	1993
----------------	--	--	------

CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES

<b>25W 143</b>		Missions et fonctionnement : extraits de journaux officiels, notes, correspondance (1975-1976).	1975-1976
<b>25W 144</b>		Echanges entre les membres du Conservatoire : rapports, notes, correspondance (1976-1979).	1976-1979
<b>25W 145</b>		Conseil d'administration, réunions d'octobre 1976 à octobre 1978 : comptes rendus, documents préparatoires, convocation (1976-1978).	1976-1978
<b>25W 146</b>		Bureau, réunions d'avril 1977 à octobre 1978 : comptes rendus (1977-1978).	1977-1978
<b>25W 147-148</b>		Commission "Rivage Atlantique" (1976-1982).	
	<b>147</b>	Réunions du Conseil de Rivage Atlantique : comptes rendus, rapports, coupures de presse, notes, correspondance (1976-1980, 1982).	1976-1982
	<b>148</b>	Activités de la Commission : articles de presse (1977-1978).	1977-1978

CONSEIL NATIONAL DES ECONOMIES REGIONALES ET DE LA PRODUCTIVITE  
(CNERP)

- 25W 149** Échanges avec le CNERP : correspondance (1977-1983). 28ème Congrès, participation : articles de presse, synthèses des commissions, notes, correspondance (1980).  
*[Les échanges avec le CNERP ne concernent que 5 pièces éparses, extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président.]*
- 1977-1983

ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS REGIONAUX (ANER)

- 25W 150** Echanges entre les présidents des Régions membres de l'ANER : articles de presse, rapports, comptes rendus, décrets, documentation législative, statuts de l'ANER, notes, correspondance (1984-1994).
- 1984
- 25W 151** Rapports d'activités (1985, 1988-1989, 1991-1994).
- 1985-1994
- 25W 152-155** Réunions des présidents : communiqués de presse, dossiers de préparation, comptes rendus, rapports, correspondance, cassette audio (1984-1994).
- 152** 1984-1990
- 1984-1990
- 153** 1992
- 1992
- 154** 1993
- 1993
- 155** 1994
- 1994
- 25W 156** Réunions des directeurs de cabinets et des directeurs généraux des services : comptes rendus, rapports, communiqués de presse, correspondance (1984-1985).
- 1984-1985

AUTRES CADRES DE RELATIONS

- 25W 157** Correspondance échangée (6 pièces) (1983, 1988-1991).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*
- Conférence permanente des présidents de la Région Ile-de-France et des Régions voisines (mars 1991).
- Journée de travail interrégionale sur les Comités régionaux pour l'Emploi organisée par la Région Auvergne (25 août 1983)
- Réunion avec les Régions Aquitaine et Poitou-Charentes relative au littoral (18 nov. 1988)
- Région Poitou-Charentes (sept. 1989)
- Région Bretagne (1988, 1990).
- 1983-1991

## COOPERATIONS ET RELATIONS INTERREGIONALES DANS LE CADRE EUROPEEN

### CONSEIL DE L'EUROPE

- 25W 158** Echanges entre la Région des Pays de la Loire et les membres du Conseil de l'Europe : articles de presse, correspondance (1980-1983). 1980-1983
- 25W 159-160** Réunions des autorités régionales de l'Europe périphérique, participation : déclarations, rapports, communiqués et coupures de presse, revues de presse, notes, correspondance (1975-1978).
- 159** Convention de Galway des 14-16 octobre 1975. 1975-1976
- 160** Convention de Bordeaux des 30-31 janvier et 1er février 1978. 1978

### COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

*Conférence des présidents de régions, ou collectivités ou institutions à compétences comparables des pays membres de la CEE*

- 25W 161** Première réunion des 7 et 8 décembre 1976, participation : rapports, compte rendu, correspondance (1976-1977). 1976-1977

*Conférence et Comité permanent des Régions périphériques maritimes (CPRPM) de la Communauté européenne*

- 25W 162** Adhésion des Pays de la Loire : arrêtés, correspondance (1975). 1975
- 25W 163-164** Réunions du CPRPM (1973-1980).
- 163** Historique des réunions de la conférence 1973-1978 : comptes rendus, synthèses (1973-1978). 1973-1978
- 164** Participation : comptes rendus de réunion, résolutions, programmes, bulletins d'information, correspondance (1976, 1977, 1980). 1976-1980
- 25W 165-166** Conférence des Régions périphériques de la CEE, participation : résolutions, communiqués de presse, documents de travail, rapports, compte administratif, projet de budget, articles de presse, notes (1973-1986).
- 165** 1973-1981 1973-1981
- 166** 1983-1986 1983-1986



- 25W 167** Réflexions du CPRPM suivies par le cabinet : comptes rendus de réunions, rapports, études comparatives, bulletins d'information, correspondance (classement chronologique, 1975-1981). 1975-1981
- 25W 168-171** Commission Arc Atlantique du CPRPM (1993).
- 168** Echanges internes et entre les membres de la Commission : procès verbaux, comptes rendus, discours, coupures de presse, notes, correspondance (1993). 1993
- 169-171** Réunions : comptes rendus, rapports, articles de presse, notes, correspondance (1993).
- 169** Bureau du 21 janvier 1993. 1993
- 170** Groupe de travail Arc Atlantique du 26 janvier 1993. 1993
- 171** Commission Arc Atlantique du 7 avril 1993. 1993

#### ASSEMBLEE DES REGIONS D'EUROPE (ARE)

- 25W 172** Participation : compte rendu de l'assemblée générale du 22 janvier 1993, bulletins d'information, bilans (1991-1993). 1991-1993

#### COOPERATION ENTRE LES REGIONS MEDITERRANEENNES

- 25W 173** Conférence des 27-28 septembre 1984, participation : correspondance (1984).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]* 1984

## Relations avec les administrés

### AUDIENCES (1974-1998)

1ERE SERIE CHRONOLOGIQUE, 1974-1985 (TOUTES DEMANDES CONFONDUES)

**25W 174-176** Audiences accordées : lettres de demande et de réponse, documentation sur l'objet de la demande, coupures de presse, photographies, biographies, curriculum vitae, cartes, plans (1974-1985).

<b>174</b>	1974-1979	1974-1979
<b>175</b>	1980-1983	1980-1983
<b>176</b>	1984-1985	1984-1985

2E SERIE CHRONOLOGIQUE, 1986-1998 (CLASSEMENT PAR DESTINATAIRE)

**25W 177-189** Audiences accordées par le président : lettres de demande et de réponse, documentation, coupures de presse, biographies, curriculum vitae, cartes, communiqués de presse (1986-1998), listes récapitulatives annuelles (1986-1987).

<b>177</b>	1986 (dont : liste récapitulative des audiences accordées)	1986
<b>178</b>	1987 (dont : liste récapitulative des audiences accordées)	1987
<b>179</b>	1988	1988
<b>180</b>	1989	1989
<b>181</b>	1990	1990
<b>182</b>	1991	1991
<b>183</b>	1992	1992
<b>184</b>	1993	1993
<b>185</b>	1994	1994
<b>186</b>	1995	1995
<b>187</b>	1996	1996
<b>188</b>	1997	1997
<b>189</b>	1998 (à partir d'avril)	1998

**25W 190-201** Audiences accordées par les collaborateurs du président ou par un autre élu : lettres de demande et de réponse, documentation, coupures de presse, biographies, curriculum vitae, cartes, communiqués de presse, photographie (1986-1997).

<b>190</b>	1986 (dont : liste récapitulative)	1986
<b>191</b>	1987 (dont : liste récapitulative)	1987
<b>192</b>	1988	1988
<b>193</b>	1989	1989
<b>194</b>	1990	1990
<b>195</b>	1991	1991
<b>196</b>	1992	1992
<b>197</b>	1993	1993
<b>198</b>	1994	1994
<b>199</b>	1995	1995
<b>200</b>	1996	1996
<b>201</b>	1997	1997

#### DEMANDES CLASSEES SANS SUITE

**25W 202** 1985, 1990, 1995 [échantillon chronologique] 1985-1995

### INTERVENTIONS ET AIDES FINANCIERES

#### REPONSES AUX DEMANDES DE PARTICULIERS, COMMUNES ET ORGANISMES PRIVES (1974-1984)

**25W 203-205** Correspondance (classement chronologique, oct. 1974-1984).  
*[pièces extraites du chrono courrier départ du secrétariat de l'assemblée et du président]*

<b>203</b>	Octobre 1974-décembre 1978	1974-1978
<b>204</b>	1979-1981	1979-1981
<b>205</b>	1982-1984	1982-1984

DEMANDES D'INTERVENTIONS (1983-1998, 2002)

*Mandats d'Olivier Guichard*

<b>25W 206</b>	Demandes traitées par Jean Cuvelier, directeur de cabinet et directeur général des services : correspondance, pièces annexes (1983-1986).	1983-1986
<b>25W 207-213</b>	Interventions en faveur de particuliers de 1985 à 1991 (série classée dans l'ordre chronologique) : correspondance, pièces annexes (1984-1991).	
<b>207</b>	1985	1984-1985
<b>208</b>	1986	1986-1987
<b>209</b>	1987	1987-1988
<b>210</b>	1988	1987-1989
<b>211</b>	1989	1988-1989
<b>212</b>	1990	1987-1990
<b>213</b>	1991	1990-1991
<b>25W 214-226</b>	Interventions en faveur de particuliers de 1992 à mars 1998 (série classée dans l'ordre alphabétique des demandeurs).	
<b>214</b>	Listes alphabétiques des demandeurs (1992-1998). <i>[Ces listes indiquent la commune et l'objet de la demande.]</i>	1992-1998
<b>215-226</b>	Dossiers traités : correspondance, pièces annexes (classement alphabétique, 1975-1998).	
<b>215</b>	A.	1991-1997
<b>216</b>	B.	1975-1998
<b>217</b>	C.	1978-1998
<b>218</b>	D.	1985-1998
<b>219</b>	E et F.	1992-1998
<b>220</b>	G.	1959-1997
<b>221</b>	H, J et K.	1981-1998
<b>222</b>	L.	1988-1998
<b>223</b>	M.	1989-1998

<b>224</b>	N, O et P.	1987-1998
<b>225</b>	Q, R et S.	1989-1997
<b>226</b>	T à Z.	1990-1998

*Mandats de François Fillon et Jean-Luc Harousseau*

<b>25W 227</b>	Demands traitées en 2002 : correspondance, pièces annexes (2001-2002). <i>[article probablement incomplet]</i>	2001-2002
----------------	---	-----------

DEMANDES D'AIDES FINANCIERES (PARTICULIERS ET ORGANISMES)  
INSTRUITES PAR LE CABINET

<b>25W 228-255</b>	Financements attribués : listes récapitulatives, projets présentés, correspondance, rapports, arrêtés, pièces justificatives, conventions, photographies (classement par date de vote ou décision, 1977-2004).	
<b>228</b>	1977-1982	1977-1982
<b>229</b>	1985	1984-1986
<b>230</b>	1986	1985-1990
<b>231</b>	1987	1980-1989
<b>232</b>	Janvier-juin 1988	1987-1991
<b>233</b>	Juillet-décembre 1988	1987-1991
<b>234</b>	1989	1987-1989
<b>235</b>	Janvier-juin 1990	1987-1990
<b>236</b>	Juillet-décembre 1990	1988-1991
<b>237</b>	1991	1989-1993
<b>238</b>	1992	1990-1993
<b>239</b>	1993	1991-1994
<b>240</b>	1994	1991-1995
<b>241</b>	1995	1994-1996
<b>242</b>	1996	1995-1997

<b>243</b>	1997	
<b>244</b>	1998	1996-1997
<b>245</b>	Janvier-juin 1999	1997-2000
<b>246</b>	Juillet-décembre 1999	1998-1999
<b>247</b>	Janvier-avril 2000	1998-2000
<b>248</b>	Mai-décembre 2000	1998-2001
<b>249</b>	Janvier-avril 2001	1998-2002
<b>250</b>	Mai-décembre 2001	2000-2001
<b>251</b>	Janvier-juin 2002	2000-2003
<b>252</b>	Juillet-décembre 2002	2001-2003
<b>253</b>	Janvier-mars 2003	2001-2003
<b>254</b>	Avril-mai 2003	2002-2003
<b>255</b>	Juin 2003-janvier 2004	2002-2003
<b>25W 256-264</b>	Demandes de financement non retenues.	2002-2004
<b>256</b>	Listes récapitulatives (1992-1994, 1996-1997).	
<b>257-264</b>	Projets présentés, correspondance, photographies (1974-1975, 1980, 1985, 1990, 1995, 2000) [échantillon chronologique].	1992-1997
<b>257</b>	1974-1975	1974-1975
<b>258</b>	1980	1980
<b>259</b>	Janvier-septembre 1985	1984-1985
<b>260</b>	Octobre-décembre 1985	1985-1986
<b>261</b>	1990	1989-1990
<b>262</b>	1995 : dossiers A à J.	1994-1996
<b>263</b>	1995 : dossiers K à U.	1994-1996
<b>264</b>	2000	1999-2000

**AUTRES**

**25W 265** Rattachement du département de la Loire-Atlantique à la Région Bretagne ; culture bretonne : articles de presse, correspondance, délibérations, publications (1976-1986, 1991).

1976-1991

# INDEX



## Tableau méthodique des mots-matières utilisés dans l'index

### ADMINISTRATION

#### administration générale

hôtel de Région  
Conseil régional  
fonctionnaire de l'Etat  
coopération interrégionale

#### finances publiques

finances régionales

#### fiscalité

impôts locaux

### ECONOMIE

#### action économique

aménagement du territoire  
contrat de plan

#### entreprise

établissement de crédit

#### industrie

### EDUCATION

#### organisation scolaire

enseignement supérieur  
lycée

#### recherche scientifique

### EQUIPEMENT

#### environnement

littoral

#### immobilier

logement

#### voie de communication

réseau routier

### OPINION

#### élection

élection régionale  
conseiller régional

#### vie politique

mouvement autonomiste  
parti politique

#### vie publique

cérémonie publique  
inauguration  
presse  
relations publiques  
intervention d' élu  
relations avec les usagers

### SOCIETE

#### emploi

formation professionnelle

### TEMPS LIBRE ET SOCIABILITE

#### culture

patrimoine écrit

#### loisir

sport  
discipline sportive

## INDEX ALPHABÉTIQUE

Les noms propres sont en petites capitales.  
Les références renvoient aux cotes du répertoire et non aux pages.

### A

action économique : 122.  
aménagement du territoire : 122, 125-149, 157-171. Voir aussi Contrat de plan.  
Aquitaine. Conseil régional : 157  
Arc Atlantique (Commission), voir Comité permanent des Régions périphériques maritimes (CRPM).  
Assemblée des Régions d'Europe (ARE) : 172  
Association nationale des élus régionaux (ANER) : 150-156.  
audience, voir relations avec les usagers.  
Autoroute A83 (Nantes-Niort) : 2  
Auvergne. Conseil régional : 157.

### B

BARRE, Raymond : 141  
Basse-Normandie. Conseil régional : 125-141.  
Bretagne (région administrative) : 265.  
Bretagne. Conseil régional : 125-141, 157.

### C

carte de vœu : 37-39.  
carton d'invitation : 12-35  
Centre. Conseil régional : 130.  
cérémonie publique : 40-68.  
Comité permanent des Régions périphériques maritimes (CRPM) : 162-171 -- Arc Atlantique (Commission) : 168-171.  
Communauté économique européenne (CEE) : 161-171.  
communiqué de presse : 106, 108-118.  
Conférence des Régions périphériques de la CEE, voir Comité permanent des Régions périphériques maritimes (CRPM).  
Conseil de l'Europe : 158-160.  
Conseil économique et social régional : 142  
Conseil national économique régional et de la productivité (CNERP) : 149  
Conseil régional : 1-11.

conseiller régional : 5-9, 98.  
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : 143-148 -- Rivage Atlantique (commission) : 147-148.  
contrat de plan Etat-Région : 4.  
coopération interrégionale : 4, 125-173.  
Coopération interrégionale de l'Ouest : 4, 125-141.  
Crédit local de France : 2.  
culture : 124, 265. Voir aussi patrimoine écrit.

### D

discipline sportive : 2.  
discours : 69-97, 120.

### E

économie, voir Conseil national économique régional et de la productivité (CNERP).  
élection régionale : 11.  
enseignement supérieur : 123.  
environnement : 124.  
établissement de crédit, voir Crédit local de France.

### F

financement : 3, 228-264.  
finances régionales : 4. Voir aussi Impôts locaux.  
fonctionnaire de l'Etat : 4.  
Fonds régional d'acquisition des bibliothèques (FRAB) : 2.  
Football Club Nantes Atlantique (FCNA) : 98.  
formation professionnelle : 123.

### G

GRASSIN, Maurice : 120.  
GUICHARD, Olivier (hors mandat de président du Conseil régional) : 119-120.

## INDEX ALPHABÉTIQUE

Les noms propres sont en petites capitales.  
Les références renvoient aux cotes du répertoire et non aux pages.

### H

hôtel de Région, inauguration : 45, 81.

### I

Ile-de-France. Conseil régional : 157.  
impôts locaux : 4, 121.  
inauguration : 45, 52, 81.  
industrie : 139.  
intervention d'élus : 203-227.

### L

littoral : 137-138, 143-148.  
logement : 124.  
Loire-Atlantique (département) : 265.  
Loire-Atlantique. Conseil général : 121.  
lycée : 52.

### M

Maine-et-Loire. Conseil général : 121.  
Mayenne. Conseil général : 121.  
Méditerranée (région) : 173.  
mouvement autonomiste : 265.

### O

« Olivier Guichard » (Maurice Grassin ; 1996) : 120.  
ouvrage imprimé : 120.

### P

parti politique : 7-11.  
patrimoine écrit : 2.  
patronage, voir relations avec les usagers.  
Pays de la Loire. Conseil économique et social régional : 142 -- Conseil régional : 1-11 -- Commission Qualité de la vie : 8.

PERET, Benjamin : 2.  
PEYRON, Bruno : 2.  
Poitou-Charentes. Conseil régional : 125-141, 157.  
préfet de Région, voir fonctionnaire de l'Etat.  
presse : 99-106. Voir aussi revue de presse.

### R

recherche scientifique : 140.  
relations avec les usagers : 174-265 – audiences : 174-202 -- patronages : 36.  
relations publiques : 40-68, 141.  
réseau routier : 2, 136.  
revue de presse : 107-119.  
Rivage Atlantique (commission), voir Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

### S

Sarthe. Conseil général : 121.  
sport : 2, 124. Voir aussi Football Club Nantes Atlantique (FCNA).

### U

« Un chemin tranquille » (Olivier Guichard ; 1975) : 119.  
Union des Pays de la Loire (association) : 10.

### V

Vendée. Conseil général : 121.  
vie publique : 12-98, 108-118.  
vœux, voir carte de vœu.  
voile, voir discipline sportive.

# ANNEXES

1. Liste des sigles utilisés
2. Notices biographiques des présidents du Conseil régional des Pays de la Loire
3. Tableau de communicabilité des articles

## **Annexe 1 : LISTE DES SIGLES UTILISÉS**

**ANER** : Association nationale des élus régionaux

**ARE** : Assemblée des Régions d'Europe

**CEE** : Communauté économique européenne

**CESR** : Conseil économique et social régional

**CNERP** : Conseil national des économies régionales et de la productivité

**CPRPM** : Comité permanent des Régions périphériques maritimes

**FCNA** : Football Club Nantes Atlantique

**FRIEP** : Fonds régional d'intervention, d'études et de promotion

## Annexe 2 : NOTICES BIOGRAPHIQUES DES PRESIDENTS

### Olivier Guichard (1920-2004)

Président du Conseil régional des Pays de la Loire d'octobre 1974 à mars 1998.

Olivier Guichard est né le 27 juillet 1920 à Néac en Gironde. Il fait ses études à Paris et obtient son baccalauréat en 1938. La deuxième Guerre Mondiale l'empêche de poursuivre sa préparation à l'École Normale Supérieure, mais il décroche sa licence en Droit et en Lettres et est diplômé de Sciences Politiques en 1946.

En 1943, il se soustrait au Service du Travail Obligatoire et entre dans la clandestinité. A la Libération, il s'engage dans l'armée française. A partir de cet instant, son parcours est étroitement lié à celui du général de Gaulle. Toute sa carrière politique sera placée sous le signe du gaullisme dont il sera l'un des derniers « barons » (avec Jacques Chaban-Delmas, Michel Debré, Jacques Foccart, Roger Frey). Sa première tâche consiste à organiser le Rassemblement du peuple français (RPF) dans les départements du sud-ouest, de la Bourgogne, de la Provence et de la Corse.

En 1952 commence la « traversée du désert » pour le Général de Gaulle. Olivier Guichard succède à Georges Pompidou comme chef de son cabinet. Après 1958, il le suit à Matignon, et à l'Élysée. C'est en tant que général de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) qu'il découvre et conçoit la première vision de l'aménagement du territoire, en 1960. C'est donc naturellement qu'il devient le responsable de la Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) de 1963 à 1967, puis le ministre délégué, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, avant d'obtenir le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme. De 1967 à 1968, sa fonction de ministre de l'Industrie lui permet de définir une politique de développement industriel : il crée ainsi une direction rassemblant des services épars et un Conseil du progrès industriel.

Après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, et au lendemain de la crise de mai 1968, il est nommé ministre de l'Éducation nationale. Il s'ensuit une série de mesures qui témoignent de la volonté gouvernementale de réformer l'enseignement en France : dans l'enseignement supérieur, l'enseignement secondaire, l'enseignement technique et l'enseignement primaire. Il remanie également les structures et le fonctionnement du ministère.

Sa dernière fonction ministérielle sera le poste de ministre de la justice (1976-1977).

Parallèlement à ses ministères, qui le font connaître comme un homme d'ampleur nationale, Olivier Guichard développe une importante carrière politique locale. Il exerce ainsi pendant longtemps le mandat de maire, d'abord à Néac en Gironde (1962-1971), puis à La Baule, dans le département de la Loire-Atlantique (1971 à 1995).

De 1967 à 1997, il est député de la 7<sup>ème</sup> circonscription de Loire-Atlantique.

Il acquiert la présidence de la Région des Pays de la Loire en 1974 et son mandat se prolongera jusqu'en 1998. Il participe au cours de cette période à la transformation de l'Établissement public régional en collectivité territoriale avec la mise en place des lois sur la décentralisation de 1982. Il contribue également à la création d'un réseau de collaboration très étendu avec des organismes et institutions extérieurs au Conseil régional, aussi bien au niveau européen qu'au niveau local.



#### Sources :

- Introduction du répertoire numérique du fonds Olivier Guichard, 2007.
- *Quid Pays de la Loire*. Edition Robert Laffont, Paris, 2002.

## Annexe 2 : NOTICES BIOGRAPHIQUES DES PRESIDENTS

### **François Fillon** (né en 1954)

Président du Conseil régional des Pays de la Loire d'avril 1998 à mai 2002.

François Fillon naît le 4 mars 1954 au Mans, il est le fils d'une historienne et d'un notaire. Il obtient son bac en 1972 et poursuit ses études supérieures à l'Université du Mans où il obtient une maîtrise de droit public en 1976. Il rejoint ensuite l'université Descartes à Paris où il décroche un DEA en droit public et un autre en sciences politiques. Après plusieurs stages en tant que journaliste, il choisit d'entrer en politique.

En 1976, il est engagé en tant qu'assistant parlementaire, auprès du député de la Sarthe, Joël Le Theule. Ce dernier devient ministre des transports puis ministre de la Défense de 1978 à 1980 dans le gouvernement de Raymond Barre et fait de François Fillon son chef-adjoint de cabinet. Lorsque Joël Le Theule décède, François Fillon est élu député de la Sarthe en 1981, puis conseiller général la même année.

Il est également conseiller municipal de Sablé-sur-Sarthe de 1981 à 1986, puis maire de cette même ville de 1983 à 2001.

Il devient vice-président du conseil général de la Sarthe en 1985, puis président de 1992 à 1998. C'est en avril 1998 qu'il est élu président du Conseil régional des Pays de la Loire et le reste jusqu'en mai 2002, date à laquelle il devient ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. De 2004 à 2005, il est ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il reste cependant conseiller régional des Pays de la Loire. François Fillon est nommé Premier ministre le 17 mai 2007. Il démissionne alors de son mandat de conseiller régional.



#### **Sources :**

- *Who's who in France 2006-2007*. Edition Jacques Lafitte, Levallois Perret, 2006.
- *Portail du gouvernement, Premier Ministre* [en ligne]. Service d'information du Gouvernement, 2007 [Consulté le 13 juin 2007]. François Fillon : Premier ministre. Disponible sur : [http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/biographie\\_5/acteurs/gouvernement/premier\\_ministre\\_m146/](http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/biographie_5/acteurs/gouvernement/premier_ministre_m146/)

## Annexe 2 : NOTICES BIOGRAPHIQUES DES PRESIDENTS

### **Jean-Luc Harousseau** (né en 1948)

Président du Conseil régional des Pays de la Loire de mai 2002 à mars 2004.

Jean-Luc Harousseau est né le 1<sup>er</sup> juin 1948 à Nantes. C'est dans sa ville natale qu'il obtient son baccalauréat en 1965 au lycée Jules Verne. Il poursuit ses études supérieures à la Faculté de Médecine de Nantes. Il est ainsi diplômé de l'internat des hôpitaux de Nantes et de Paris, en 1971. Il obtient en 1975 sa maîtrise de biologie humaine en hématologie, puis son doctorat de médecine en 1976. Il est également agrégé en hématologie clinique quelques années plus tard, en 1980.

Jean-Luc Harousseau a donc une carrière médicale bien remplie. Après ses études, il apprend à Paris aux côtés des professeurs Debray et Jean Bernard, puis revient dans sa région natale pour enseigner à l'Université de Nantes en 1980. En 1984, à 36 ans, il devient chef du service d'hématologie clinique et d'oncologie au CHU de Nantes.

En politique, ce médecin est élu conseiller municipal de Nantes, mandat qu'il occupe de 1989 à 1999. Jean-Luc Harousseau devient conseiller régional des Pays de la Loire en 1992. Il préside la commission enseignement supérieur et recherche, affaires européennes et internationales jusqu'en mai 2002, date à laquelle il est élu président du Conseil régional. Après les élections de 2004 et le changement de majorité, il quitte ses fonctions de président mais reste conseiller régional des Pays de la Loire.



**Source :** *Les têtes des Pays de la Loire*. Editions inter-régies, Saint-Herblain, 2004.



**Annexe 3 : TABLEAU DE COMMUNICABILITÉ DES ARTICLES**

N° d'article	Date de communicabilité
<b>1 - 5</b>	<i>Immédiate</i>
<b>6</b>	2041
<b>7</b>	2045
<b>8</b>	<i>Immédiate</i>
<b>9</b>	2042
<b>10</b>	2041
<b>11</b>	2042
<b>12</b>	2025
<b>13</b>	2026
<b>14</b>	2031
<b>15 - 17</b>	2036
<b>18 - 19</b>	2037
<b>20 - 22</b>	2036
<b>23 - 28</b>	2041
<b>29 - 35</b>	2046
<b>36</b>	2041
<b>37</b>	2027
<b>38</b>	2031
<b>39</b>	2036
<b>40 - 41</b>	<i>Immédiate</i>
<b>42</b>	2027
<b>43</b>	2033
<b>44</b>	2036
<b>45</b>	2038
<b>46 - 47</b>	2039
<b>48 - 49</b>	2040
<b>50 - 52</b>	2041
<b>53 - 54</b>	2042
<b>55 - 56</b>	2043
<b>57 - 58</b>	2044
<b>59 - 60</b>	2045
<b>61 - 62</b>	2046
<b>63</b>	2048
<b>64</b>	2052

N° d'article	Date de communicabilité
<b>65 - 68</b>	2054
<b>69 - 122</b>	<i>Immédiate</i>
<b>123</b>	2037
<b>124 - 173</b>	<i>Immédiate</i>
<b>174</b>	2030
<b>175</b>	2034
<b>176</b>	2036
<b>177</b>	2037
<b>178</b>	2038
<b>179</b>	2039
<b>180</b>	2040
<b>181</b>	2041
<b>182</b>	2042
<b>183</b>	2043
<b>184</b>	2044
<b>185</b>	2045
<b>186</b>	2046
<b>187</b>	2047
<b>188</b>	2048
<b>189</b>	2049
<b>190</b>	2037
<b>191</b>	2038
<b>192</b>	2039
<b>193</b>	2040
<b>194</b>	2041
<b>195</b>	2042
<b>196</b>	2043
<b>197</b>	2044
<b>198</b>	2045
<b>199</b>	2046
<b>200</b>	2047
<b>201</b>	2048
<b>202</b>	2046
<b>203</b>	2029

**Annexe 3 : TABLEAU DE COMMUNICABILITÉ DES ARTICLES**

N° d'article	Date de communicabilité
204	2032
205	2035
206	2087
207	2036
208	2038
209	2039
210 - 211	2040
212	2041
213	2042
214	2049
215 - 216	2048
217	2073
218	2071
219	2072
220 - 221	2068
222	2094
223	2069
224	2068
225	2070
226	2071
227	2053
228 - 240	<i>Immédiate</i>
241	2047
242 - 243	2048
244	2051
245	2050
246	<i>Immédiate</i>
247	2052
248	2053
249	<i>Immédiate</i>
250 - 253	2054
254 - 255	<i>Immédiate</i>
256	2048
257	<i>Immédiate</i>

N° d'article	Date de communicabilité
258	2031
259	<i>Immédiate</i>
260	2037
261	2041
262 - 263	2047
264	2051
265	<i>Immédiate</i>

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b> .....	4
<b>1. Origine et missions des cabinets des présidents du Conseil régional</b> .....	5
1.1. <i>Contexte de création des cabinets de présidents de Conseils régionaux</i> .....	5
1.2. <i>Le cabinet du président du Conseil régional des Pays de la Loire</i> .....	6
1.2.1. <i>Prémises (avant 1984)</i> .....	6
1.2.2. <i>Création du cabinet et services rattachés (1984-2004)</i> .....	6
1.3. <i>Les missions du cabinet</i> .....	7
<b>2. Présentation du fonds et de sa méthode de classement</b> .....	9
2.1. <i>Plan de classement et principaux types de documents</i> .....	9
2.1.1. <i>Assemblée régionale</i> .....	9
2.1.2. <i>Représentation de la Région</i> .....	10
2.1.3. <i>Interventions du président dans les missions régionales</i> .....	110
2.1.4. <i>Réseaux de coopérations interrégionales</i> .....	11
2.1.5. <i>Relations avec les administrés</i> .....	11
2.2. <i>Méthode de classement et lacunes constatées</i> .....	13
2.3. <i>Tris et éliminations</i> .....	13
<b>3. Communicabilité et exploitation du fonds</b> .....	14
3.1. <i>Communicabilité</i> .....	14
3.2. <i>Pistes de recherche</i> .....	14
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	18
<b>SOURCES COMPLEMENTAIRES</b> .....	19
<b>REPERTOIRE NUMÉRIQUE</b> .....	24
<b>Sommaire</b> .....	25
<b>Assemblée régionale</b> .....	27
<b>Représentation de la Région Pays de la Loire</b> .....	29
<b>Interventions du président dans les missions régionales</b> .....	36
<b>Réseaux de coopérations interrégionales</b> .....	37
<b>Relations avec les administrés</b> .....	42
<b>INDEX</b> .....	48
Tableau méthodique des mots-matières utilisés dans l'index.....	49
Index alphabétique .....	50
<b>ANNEXES</b> .....	52
Annexe 1. Liste des sigles utilisés .....	55
Annexe 2. Notices biographiques des présidents.....	56
Annexe 3. Tableau de communicabilité des articles .....	59
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	61

